

Trousse de ratification TR

Les modifications à la convention collective TR de l'offre finale de l'employeur

Ajustements aux salaires

À compter du 19 avril 2007 :	2,3%
À compter du 19 avril 2008 :	1,5%
À compter du 19 avril 2009 :	1,5%
À compter du 19 avril 2010 :	1,5%

Durée de la convention Du 19 avril 2007 au 18 avril 2011

(Voir l'appendice A ci-joint)

Autres modifications

21.09 f) Congé non payé pour s'occuper de la proche famille

Le nouveau paragraphe 21.09 f) ajoute à la convention collective TR un nouveau congé de compassion, pour s'occuper d'un membre de la famille qui est mourant. La définition élargie de la famille de la *Loi sur l'assurance emploi* s'appliquera. Le fonctionnaire qui fournit à l'Employeur une preuve de réception ou d'attente de prestations de compassion de l'assurance-emploi peut se voir accorder un congé pour une période maximale de 8 semaines. Les périodes de congé de compassion ne sont pas comptabilisées dans le calcul de la période totale de 5 ans pendant la carrière du congé non payé pour s'occuper de la proche famille.

21.02 Congé de deuil

Il y aura trois modifications au libellé de l'article du congé de deuil. D'abord, afin de préciser que le congé se prend durant une seule et même période, l'article souligne que le fonctionnaire a droit à une seule période de congé de deuil d'une durée maximale de cinq (5) jours civils consécutifs. La deuxième modification supprime le mot funérailles de l'article. Il a été entendu que l'expression cérémonie commémorative couvre les funérailles du défunt. La troisième modification est la plus importante : elle ajoute une flexibilité à l'application de l'article. La période de congé doit inclure le jour de la cérémonie commémorative ou doit commencer dans les deux jours qui suivent le décès, au choix du fonctionnaire. Ces conditions permettent au fonctionnaire dans presque tous les

cas de faire coïncider la période de congé avec une semaine complète de cinq jours de travail.

Article 33 Transformations techniques

La convention collective ne s'attarde pas aux barèmes. Pourtant les barèmes font partie des conditions importantes du travail de l'unité de négociation TR. Les parties ont convenu de modifier l'article 33 afin de tenir compte des répercussions sur les conditions de travail. Il définit aussi pour l'Employeur l'obligation de consulter. L'article au complet a été reformulé comme suit. (Le texte est en italique est remplacé par le texte en gras)

33.01 Les deux parties reconnaissent les avantages globaux des transformations techniques. En conséquence, elles encouragent et favorisent les transformations et les améliorations techniques dans le domaine de la traduction, de l'interprétation et de la terminologie.

33.02 L'employeur convient de donner à l'administration centrale de l'Association un préavis aussi long que possible mais d'au moins trois (3) mois de toute transformation technique importante du matériel qui aurait pour effet de modifier de façon importante la situation d'emploi ou les conditions de travail des fonctionnaires. D'autre part, l'employeur convient de consulter l'administration centrale de l'Association en vue de résoudre les problèmes qui peuvent se poser par suite de la mise en place de ces transformations techniques.

33.01 Dans le présent article, l'expression « transformations techniques » signifie :

- a) la mise en place par l'employeur d'équipement ou de matériel d'une nature différente de ceux utilisés précédemment;**
- et**
- b) un changement dans les activités de l'employeur directement relié à la mise en place de cet équipement ou de ce matériel.**

33.02 Les deux parties reconnaissent les avantages globaux des transformations techniques. En conséquence, elles encourageront et favoriseront les transformations techniques dans les activités de l'employeur. Lorsqu'il faut réaliser des transformations techniques, l'employeur cherchera des moyens pour réduire au minimum les effets négatifs qui pourraient en découler pour les fonctionnaires.

33.03 Sauf dans les cas d'urgence, l'employeur convient de donner à l'Association un préavis écrit aussi long que possible, mais d'au moins quatre vingt dix (90) jours, de la mise en place ou de la réalisation de

transformations techniques qui auraient pour effet de modifier sensiblement la situation d'emploi ou les conditions de travail des fonctionnaires.

33.04 Le préavis écrit dont il est question au paragraphe 33.03 fournira les renseignements suivants :

- a) la nature et l'ampleur des transformations;**
- b) la ou les dates auxquelles l'employeur prévoit effectuer les transformations;**
- c) le ou les lieux concernés.**

33.05 Aussitôt que c'est raisonnablement possible après que le préavis a été donné conformément au paragraphe 33.03, l'employeur doit consulter l'Association au sujet des répercussions, sur chaque groupe de fonctionnaires, des transformations techniques dont il est question au dit paragraphe. Cette consultation portera sur les sujets suivants, sans y être limitée nécessairement :

a) Le nombre approximatif, la catégorie et le lieu de travail des employées susceptibles d'être touchées par les transformations.

b) Les répercussions que les transformations pourraient avoir sur les conditions de travail ou les conditions d'emploi des fonctionnaires.

33.06 Lorsque, à la suite de transformations techniques, l'employeur décide qu'un fonctionnaire doit acquérir de nouvelles compétences ou connaissances pour exécuter les fonctions de son poste d'attache, l'employeur fera tout ce qui est raisonnablement possible pour fournir sans frais, au fonctionnaire, la formation nécessaire pendant ses heures de travail.

13.02 d) Heures supplémentaires

Afin de pallier un problème de répartition des heures supplémentaires de travail que l'équipe de l'ACEP a apporté à l'attention de la table de négociation, les parties se sont entendues pour ajouter le libellé suivant à la convention collective :

13.02 d) Sous réserve des nécessités du service, l'employeur fait tout effort raisonnable pour répartir les heures supplémentaires de façon équitable entre les fonctionnaires qu'il considère qualifiés, tout en donnant préséance à ceux qui ont exprimé leur volonté de faire du temps supplémentaire.

18.02 e) Octroi des congés annuels

La direction du secteur parlementaire a apporté à la table un problème portant sur les demandes et l'autorisation des congés annuels. Un paragraphe a été ajouté à la convention collective afin de préciser les conditions de l'autorisation dans ce secteur.

18.02 e) Pour les fonctionnaires visés à l'article 19, congé parlementaire et d'interprétation, le congé annuel est accordé sous réserve des besoins du service et se prend normalement pendant les périodes de baisse de la demande au cours de l'exercice au titre duquel il est accordé.

11.04 Précompte des cotisations syndicales

Le libellé de la convention collective a été modifié afin de préciser que le fonctionnaire qui cherche à se faire exempter des cotisations syndicales pour des motifs religieux doit prouver à l'Association plutôt qu'à l'Employeur qu'il est membre d'une association religieuse dont la doctrine lui interdit, en conscience de verser des contributions à une organisation syndicale.

Article 30 Procédure de règlement de griefs

La *Loi sur les relations de travail dans la fonction publique* prévoit deux nouveaux types de grief : le grief collectif et le grief de principe. Les parties ont convenu d'ajouter ces types de griefs dans la convention collective et de définir pour chacun une procédure.

Article 41 Durée de la convention

Le paragraphe 117 b) de la *Loi sur les relations de travail dans la fonction publique* établit qu'une période de 90 jours est prévue pour la mise en œuvre d'une convention collective à moins que la convention collective ne prévoit un délai différent. Un délai a été ajouté aux conventions collectives dont celle du groupe TR. Les dispositions de la convention collective, y compris les ajustements salariaux, doivent être mises en œuvre par les parties dans les cent cinquante jours de la date de signature. Ce nouveau libellé ne change pas l'application du paragraphe 41.02 qui précise que les dispositions de la convention collective entrent en vigueur à partir du jour de la signature de celle-ci. L'exception à cette règle est le salaire qui est ajusté de façon rétroactive au jour qui suit l'échéance de la convention collective précédente.

Les conditions de retour au travail des nouveaux parents

La partie syndicale avait soulevé le problème du retour au bureau du fonctionnaire TR suite à un congé de maternité ou parental. Les membres TR ont rapporté que l'ajout de nouvelles responsabilités familiales exige presque toujours un rééquilibrage avec les responsabilités du travail qui rend le retour au travail plus difficile. Pour faciliter la réintégration du fonctionnaire, plusieurs dispositions existent dans la convention collective et dans les politiques de l'employeur. Afin de mettre en valeur ces dispositions, les parties ont choisi de préparer un document qui identifie les options disponibles aux nouvelles mères et aux nouveaux pères. Le document définit aussi un processus de dialogue entre gestionnaire et fonctionnaire dont le but est de permettre le choix d'une option qui répond aux besoins du fonctionnaire ainsi que les nécessités du service. Ce document, un aide mémoire, ne fait pas partie de la convention collective.

**** APPENDICE «A»**

**GROUPE DE LA TRADUCTION
TAUX DE RÉMUNÉRATION ANNUELS**
(en dollars)

- A) En vigueur le 19 avril 2007
B) En vigueur le 19 avril 2008
C) En vigueur le 19 avril 2009
D) En vigueur le 19 avril 2010

TR-1

De:	\$	45802	46992	48179	49366	50553
À:	A	46855	48073	49287	50501	51716
	B	47558	48794	50026	51259	52492
	C	48271	49526	50776	52028	53279
	D	48995	50269	51538	52808	54078

TR-2

De:	\$	50080	52333	54589	56840	59098	61346	63601	66150
À:	A	51232	53537	55845	58147	60457	62757	65064	67671
	B	52000	54340	56683	59019	61364	63698	66040	68686
	C	52780	55155	57533	59904	62284	64653	67031	69716
	D	53572	55982	58396	60803	63218	65623	68036	70762

TR-3

De:	\$	61395	64082	66764	69447	72132	74821	77852
À:	A	62807	65556	68300	71044	73791	76542	79643
	B	63749	66539	69325	72110	74898	77690	80838
	C	64705	67537	70365	73192	76021	78855	82051
	D	65676	68550	71420	74290	77161	80038	83282

TR-4

De:	\$	67332	69905	72480	75054	77628	80200	83269	86233
À:	A	68881	71513	74147	76780	79413	82045	85184	88216
	B	69914	72586	75259	77932	80604	83276	86462	89539
	C	70963	73675	76388	79101	81813	84525	87759	90882
	D	72027	74780	77534	80288	83040	85793	89075	92245

TR-5

De:	\$	84399	86772	89148	91524	93899
À:	A	86340	88768	91198	93629	96059
	B	87635	90100	92566	95033	97500
	C	88950	91452	93954	96458	98963
	D	90284	92824	95363	97905	100447